La formation, c'est la santé

Anna Sax*

Le délai de consultation pour la loi sur la prévention et la promotion de la santé a expiré ces jours. Tel qu'il existe actuellement, ce projet de loi est une bonne chose: il crée des structures judicieuses, règle les compétences entre la Confédération, les cantons et les acteurs privés et prévoit le développement de la statistique sanitaire et l'amélioration des informations sur la santé. Enfin, la Confédération veut se fixer des objectifs et développer une stratégie sur la façon de les atteindre. Nous sommes maintenant curieux de voir comment cette loi sur la prévention sera prise en compte et traitée au cours du processus parlementaire.

La loi sur la prévention est soutenue par une large coalition composée de 41 organisations et intitulée «Alliance pour la santé en Suisse». Cette alliance exige entre autres que l'on double la part des coûts de santé réservée à la prévention et à la promotion de la santé en la faisant passer de 2,2 à 4,4%. Le consensus règne apparemment dans notre société sur le besoin d'une coordination accrue et de ressources supplémentaires pour la prévention et la promotion de la santé en Suisse. On mène actuellement de nombreuses discussions sur les structures et le financement mais beaucoup moins sur les objectifs et le contenu de la prévention: que veut-on atteindre au fond avec des campagnes d'information? Voulons-nous une population en meilleure santé, économiser des coûts ou augmenter la productivité? Ou le tout en même temps? Où prend fin l'information et où commence la mise sur tutelle? Qu'est-ce qui rend les gens malades ou les maintient en bonne santé?

Selon l'analyse de François van der Linde [1], spécialiste en médecine préventive, les facteurs socio-économiques et le mode de vie sont responsables de notre santé de 40 à 50%, l'environnement (habitat compris) à 20% et les dispositions génétiques de 20 à 30%. Les 10 à 15% restants correspondent à un facteur d'«influence mineure» que nous appelons le «système de santé». Les spécialistes sont unanimes à dire que la prévention doit intervenir dans notre mode de vie de même que dans les conditions de vie et d'environnement, dans la formation et la sécurité sociale. Mais nous savons maintenant aussi qu'un mode de vie sain dépend étroitement du statut social: le sport, l'absence de tabagisme et une nourriture saine sont les privilèges des riches et des personnes cultivées. De mauvaises conditions de travail rendent tout aussi malade qu'un habitat doté d'un environnement bruyant. Comme les campagnes de prévention s'adressent majoritairement aux personnes concernées par ces problèmes, elles risquent d'exclure encore plus des groupes-cibles déjà peu privilégiés. Une campagne telle que «Poids corporel sain» laisse entendre que l'embonpoint résulte d'une manière de vivre erronée. Mais ce message est très réducteur. Et surtout, il est inutile car les personnes défavorisées n'ont guère de moyens pour changer leur mode de vie.

La prévention et la promotion de la santé ne sont guère analysées sur le plan économique. Ces dernières années, on a certes développé ici et là des méthodes pour mesurer l'efficacité de certaines mesures, par exemple pour le programme de prévention supra-f destiné aux adolescents en danger [2]. On a obtenu des résultats mesurables concernant l'intégration des adolescents «difficiles» dans la vie scolaire et professionnelle, mais à des coûts très élevés. S'enquérir du rapport entre coûts et efficacité dans ce genre de cas est une démarche qui frise l'inconvenance. Malgré tout, il est nécessaire de poser de manière accrue la question des coûts effectifs générés par les programmes de prévention et de promotion de la santé pour éviter la disparition de précieuses ressources.

Les effets de la prévention et de la promotion de la santé demeurent largement inconnus. Et cela ne changera pas de sitôt. Malgré tout, de nombreux indices donnent à penser que la prévention relationnelle, donc l'amélioration des conditions de vie et de l'environnement, est beaucoup plus efficace que la prévention comportementale qui s'adresse au mode de vie individuel. Par conséquent, nous devrions réexaminer de manière approfondie notre manière d'approcher la promotion de la santé et notamment la prévention: peut-être serait-il plus efficace, au lieu de réserver un milliard de francs supplémentaire pour la prévention et la promotion de la santé, d'investir plus d'argent dans la formation, l'intégration, la création de logements corrects et de places de travail, la sécurité sociale et la baisse du trafic routier. On pourrait alimenter un fonds avec des taxes prélevées sur les produits de dépendance, la benzine et autres produits nocifs pour la santé.

Anna Sax

* Anna Sax, qui est la directrice de la Société suisse pour la politique de la santé, est licenciée en sciences économiques option économie publique, titulaire d'un master en gestion de la santé et membre de la rédaction du BMS.

1 cf. Office fédéral de la santé publique. Programmes de prévention et synergies. spectra. 2006; août (58):1-3.

2 www.supra-f.ch